

Quoi de neuf sous les tropiques?



Résumé
par
Hana
Rubin

L'Equateur demande compensation pour sauver l'Amazonie

Le président Rafaël Correa de l'Equateur demande à la communauté internationale de monter un projet pour compenser l'Equateur s'il n'exploitait pas la forêt d'Ishpingo-Tiputini-Tambococho (ITT). Cette forêt est un secteur de concession pétrolière dans le parc national de Yasuni, qui couvre 2,5 millions d'acres (1,01 million d'hectares) en Amazonie équatorienne. Dans ce cas, l'Equateur n'autoriserait aucun forage dans la région si les gouvernements, entreprises et organisations écologistes d'autres pays consentaient à lui apporter une contribution égale à la moitié du revenu de l'extraction de pétrole projeté sur 10 ans. Toutefois, ce projet d'indemnisation devrait être mis au point avant que les compagnies étrangères n'aient fini de soumissionner à l'appel d'offres de concessions (ce qui devrait prendre huit à douze mois). Le gouvernement estime que le revenu du massif ITT se monterait à 700 millions de dollars des Etats-Unis par an pendant dix ans et, par conséquent, que le chiffre de la compensation proposée atteindrait 350 millions de dollars par an pendant la même période. Aucun plan de financement pour la proposition Correa n'a encore été mis au point mais, selon l'article de Rich Clabaugh "Ecuador Invites the World to Save Its Forest" publié le 5 juin 2007 dans le Christian Science Monitor, le ministre équatorien de l'énergie, Alberto Acosta, envisage une combinaison de "dispositifs bilatéraux et multilatéraux de conversion de la dette en mesures de conservation, donations bilatérales, contributions individuelles, contributions d'ONG de défense de l'environnement et des droits de l'homme ainsi que l'émission de certificats pour brut non exploité sur les marchés internationaux". Certains gouvernements étrangers également sont intéressés, de même que des groupes comme Save America's Forests (www.saveamericasforests.org/Yasuni/index.html) et la campagne "Yasuni depends on you!" (www.sosyasuni.org).

Découverte de nouvelles espèces dans la forêt du Suriname

LONG Conservation International (CI) basée aux Etats-Unis a récemment présenté aux fonctionnaires du gouvernement, aux journalistes et à d'autres intéressés les résultats d'une expédition sur la biodiversité du Suriname oriental qui a eu lieu en 2005 et de l'analyse qui en a ensuite été faite en 2006. L'expédition a été menée par le Programme d'évaluation rapide (RAP) de CI, au cours duquel les chercheurs ont découvert 24 espèces jusqu'ici inconnues, y compris une grenouille avec taches pourpres fluorescentes (*Atelopus* spp.), quatre autres nouvelles espèces de grenouilles (*Eleutherodactylus* spp.), six espèces de poissons, 12 espèces de coléoptères coprophages et une nouvelle espèce de fourmi. Ils ont également redécouvert un poisson-chat rare à écailles (*Harttiella crassicauda*) qui semblait avoir disparu depuis plus de 50 ans. Le Gouvernement surinamais a été invité à prendre rapidement des mesures pour que ce secteur soit proclamé aire protégée afin que les nouvelles espèces et la biodiversité de la région survivent. Bien que les endroits où les découvertes ont été faites soient loin de toute civilisation, ils sont totalement exposés et menacés par de petites entreprises

illégales d'extraction d'or qui prospèrent dans l'intérieur du Suriname. Vous trouverez des photos et des renseignements complémentaires au sujet de l'expédition sur le site <http://web.conservation.org/xp/frontlines/2007/06040701.xml>

Déboisement des tropiques et changement climatique

Selon de nouvelles recherches publiées dans *Science*, le déboisement tropical disperse 1,5 milliard de tonnes de carbone dans l'atmosphère tous les ans. Une équipe internationale d'experts des Etats-Unis, du Royaume-Uni, du Brésil et de France a comparé les données de onze modèles informatiques climat-carbone. Les résultats prouvent que le déboisement dans les tropiques représente presque 20% des émissions de carbone d'origine anthropique et qu'il entraînera l'émission d'environ 87 à 130 milliards de tonnes de carbone au cours du siècle à venir. Cette quantité de carbone excède celle qui serait libérée en 13 ans par la consommation mondiale de combustibles fossiles aux niveaux actuels. Les nouvelles recherches font ressortir combien il importe de conserver et de gérer les forêts tropicales comme des puits de carbone. Les auteurs de l'étude font valoir que "en ralentissant le déboisement de 50 pour cent par rapport au rythme actuel d'ici à 2050, en vue de l'arrêter lorsqu'il ne restera que 50 pour cent des forêts tropicales de la planète, nous éviterions l'émission de 50 milliards de tonnes de carbone dans l'atmosphère. Cette option 50/50/50 permettrait d'éviter des émissions mondiales équivalentes à six ans de consommation de combustibles fossiles." L'article et d'autres produits du Global Carbon Project sont disponibles sur le site www.globalcarbonproject.org/products/publications.htm

Evolution du marché en Chine

B&Q, le troisième des plus grands détaillants du monde spécialisés dans l'aménagement de l'habitat, vient d'annoncer un plan destiné à éliminer en trois ans toutes les fournitures d'origine illégale et à garantir que tous les produits en bois vendus dans ses magasins de Chine proviendront de programmes de foresterie rationnelle certifiés. Cette annonce donne suite à une enquête de Greenpeace, dont il s'est dégagé que de nombreuses espèces de bois généralement vendues pour l'amélioration de l'habitat dans ses filiales de Chine, y compris le merbau, le teck, le jatoba et le sapelli, étaient originaires de pays où jusqu'à 80% de l'exploitation forestière serait illégale et destructive. Comptant 60 magasins à travers la Chine, B&Q est un des plus grands détaillants d'articles pour amélioration de l'habitat dans un pays où le développement économique et la rapide urbanisation ont décuplé la croissance de la demande de tels matériaux. Le directeur général de B&Q-Asie a précisé que la compagnie a mis en train les mesures nécessaires pour s'assurer que tous les produits du bois vendus dans ses magasins de Chine proviennent des sources légales. B&Q a également garanti que, d'ici trois ans, tous les produits vendus en Chine proviendront d'opérations forestières certifiées écologiquement responsables, conformément à la politique d'achat générale de sa maison mère, Kingfisher. B&Q-Chine a récemment cessé de vendre des planchers en merbau, répondant aux allégations de gestion non durable de cette espèce dans les principaux pays exportateurs.